

## Theresa May veut rouvrir les négociations avec Bruxelles

- La Première ministre britannique veut revenir à Bruxelles pour rouvrir les négociations sur le Brexit.
- Une position en parfaite contradiction avec celle des Vingt-sept.
- Pour l'eurodéputé Lamberts, les "hard Brexiters" britanniques s'illusionnent.

**A** deux mois du Brexit, la Première ministre britannique Theresa May a annoncé mardi son intention de rouvrir les négociations avec l'Union européenne pour trouver un accord de retrait soutenu par une majorité de députés.

*"Le Royaume-Uni continue de croire qu'il est absolument dans son intérêt de partir avec un accord, mais nous devons avoir un accord pouvant bénéficier de l'appui du Parlement et cela nécessitera quelques modifications à l'accord de retrait",* a expliqué un porte-parole de Theresa May, bien que Bruxelles ait martelé qu'il excluait toute réouverture des négociations.

M<sup>me</sup> May a déclaré à ses ministres mardi matin que *"des changements juridiques au backstop seront nécessaires pour obtenir le soutien de la Chambre des communes"*, a rapporté son porte-parole, en référence à la disposition prévue dans l'accord de divorce censée éviter le retour d'une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande. *"Cela signifie rouvrir l'accord de retrait"*, a-t-il conclu.

Alors que le temps presse, la cheffe du gouvernement reste cependant *"déterminée à quitter [l'UE] le 29 mars"*, date prévue du Brexit.

### La partie de poker de M<sup>me</sup> May

Le traité de retrait, que M<sup>me</sup> May avait apremment négocié pendant des mois avec l'Union européenne, avait été massivement rejeté le 15 janvier par les députés. Après ce rejet, Theresa May n'a pas proposé de plan alternatif, contrairement à ce que réclamaient les parlementaires.

Les députés ont donc rédigé des amendements, dont plusieurs ont été débattus et votés hier soir, pour tenter d'infléchir la suite du processus.

Theresa May a appelé les députés à *"mon-*

*trer à l'UE ce qu'il faut pour qu'un accord soit accepté par la Chambre [des communes]"* en ouvrant mardi après-midi les débats parlementaires. Elle leur a demandé d'*"envoyer le message le plus clair possible"* aux dirigeants européens sur ce qu'ils voulaient.

### Impasse

La cheffe du gouvernement soutient un amendement remplaçant la disposition très critiquée du *backstop*, ou "filet de sécurité", par des *"arrangements alternatifs"*.

Prévu pour n'entrer en vigueur qu'à défaut d'autre solution à l'issue d'une période de transition, le *backstop* stipule que le Royaume-Uni demeure dans un "territoire douanier unique" avec l'Union européenne, ce qui limiterait la capacité de Londres à négocier des traités commerciaux avec des pays tiers.

L'amendement déposé par le conservateur Graham Brady *"me donnera le mandat dont j'ai besoin pour négocier avec Bruxelles un arrangement qui puisse obtenir (le soutien de) la majorité de cette Chambre"*, a plaidé mardi M<sup>me</sup> May.

Parmi les autres amendements examinés hier soir figurait celui de la travailliste

Yvette Cooper, qui cherche à repousser le Brexit pour éviter une sortie sans accord de l'Union européenne. S'il est adopté, les députés débattront le 5 février d'une loi pour contraindre le gouvernement à repousser la date du Brexit si aucun accord n'était conclu au 26 février. Une telle loi serait contraignante pour Theresa May.

*"Étendre l'article 50 n'empêcherait pas une sortie sans accord"*, a balayé la cheffe du gouvernement britannique mardi après-midi. Elle s'est engagée à faire voter un accord remanié *"dès que possible"*. Si aucun accord n'est conclu avec l'UE d'ici le 13 février, Theresa May reviendra au Parlement et les députés voteront le 14 février sur un départ sans accord de l'UE. (AFP)

**"Des changements juridiques au 'backstop' seront nécessaires pour obtenir le soutien de la Chambre des communes."**

**Theresa May**  
Première ministre  
britannique

## Le rôle déterminant du “speaker”

**O** rder! Order!” La voix rauque de John Bercow retentit dans la Chambre des communes. Installé dans son large siège, il rappelle à l’ordre un député un peu agité avant de se moquer gentiment de lui. Alors que le devenir du Brexit se joue au Parlement, le président de la Chambre des communes (*speaker*), personnage emblématique de cette institution britannique, se retrouve sous le feu des projecteurs. John Bercow, 55 ans et en poste depuis juin 2009, est principalement chargé d’assurer la fluidité des discussions. Il intervient donc pour demander le silence lorsque les esprits s’échauffent, pour faire respecter les conventions des Communes et de ce poste, créé en 1377, “sans en être l’esclave”, comme il l’a indiqué récemment.

Dans le processus du Brexit, son rôle est plus sensible que jamais. John Bercow est en effet chargé de sélectionner quelques-uns des amendements déposés par les différents par-

tis pour les mettre au vote des députés. À sa totale discrétion, même si les amendements soutenus par plusieurs partis sont souvent prioritaires. Après cette première étape, il est chargé de déterminer leur ordre. Cette tâche, en apparence insignifiante, peut se révéler décisive. “Si l’amendement destiné à s’opposer à un *no-deal* est refusé, ses partisans pourraient soutenir le projet de Theresa May afin d’éviter une sortie de l’UE sans accord”, explique Alan Wager, chercheur au centre UK In A Changing Europe au sein de l’université King’s College London.

Élu député sous l’étiquette conservatrice en 1997, Bercow n’est guère en odeur de sainteté au sein de son ancien parti et a été élu à ce poste grâce au soutien du parti travailliste. Cette mésentente se poursuit avec l’actuel gouvernement, qui l’accuse de se jouer des conventions et de pactiser avec les partisans d’un second référendum.

T. de B., à Londres

## L’UE privilégiera l’intégrité de son marché intérieur

Entretien Maria Udrescu

**M**ardi, à 60 jours du Brexit, la Première ministre britannique Theresa May a annoncé qu’elle voulait “rouvrir” l’accord de retrait conclu avec l’Union européenne. C’est à croire que les Européens ne parviennent pas à se faire comprendre des Britanniques, bien qu’ils répètent en boucle que cet accord est le seul, l’unique et le meilleur possible. L’eurodéputé belge Philippe Lamberts, membre écologiste du groupe de pilotage du Parlement européen sur le Brexit, estime en effet que “venir faire la danse à Bruxelles ne permettra pas à Theresa May de se tirer d’affaire.”

**Theresa May veut apporter des “changements juridiques” au “backstop”, le filet de sécurité prévu pour éviter une frontière dure entre l’Irlande et l’Irlande du Nord, en conservant le Royaume-Uni dans une union douanière avec l’UE. Que peut-elle obtenir des Européens?**

Les Vingt-sept et le Parlement européen ont déjà dit que le *backstop* procède et est une traduction, dans l’accord de Brexit, des contraintes juridiques issues de l’accord du Vendredi saint (qui a mis fin à la guerre civile en Irlande du Nord et prévoit l’évi-

tement d’une frontière dure avec l’Irlande, NdlR). Quand certains Britanniques demandent un *backstop* limité dans le temps, c’est comme s’ils demandaient que les contraintes de ce traité international le soient.

Pour résoudre l’équation, l’UE devrait saper les bases de son marché intérieur, selon certains conservateurs britanniques. Mais est-ce qu’il leur viendrait l’idée de dire : “en principe il n’y a pas de liberté de circulation des personnes entre les Vingt-sept et le Royaume-Uni, mais on ne fera pas de contrôles à la frontière” ? Non. Ils tiennent au respect de leur intégrité territoriale, cela vaut aussi pour les Vingt-sept.

Cela vous étonne-t-il que M<sup>me</sup> May

**veuille rouvrir un accord qu'elle a elle-même négocié et défendu ?**

Il faut se mettre dans la tête de Theresa May, qui n'est pas si différente de celle de Jeremy Corbyn (leader de l'opposition travailliste, Ndlr). Tous deux sont surdéterminés par le système politique britannique, qui force à la constitution de deux grands partis. L'approche européenne aurait été celle du compromis transpartisan, mais cela signifierait pour Corbyn et pour May de marginaliser leurs propres ultras. Leur obsession est d'éviter de diviser leur parti afin de conserver ou de gagner le pouvoir. Ils font passer le parti avant le pays. Cela oblige Theresa May à la fois à défendre l'accord et à la fois de dire qu'elle va le renégocier.

**Cela mène droit vers le no-deal...**

On pourrait arriver au scénario le moins désirable d'un divorce sans accord, sur la base d'une approche rationnelle. Si la rationalité des Britanniques est de préserver l'unité de façade de leur

parti, ils ne peuvent pas faire de compromis.

Même chose si vous vous placez dans les souliers du Premier ministre irlandais Leo Varadkar : il sait qu'un Brexit désordonné se traduirait par l'érection d'une frontière dure avec l'Irlande du Nord, mais s'il concédait à Londres quelque chose qui irait dans ce sens, il en payerait le prix politique. Alors que si cela est causé par un no-deal, la faute incombera au gouvernement britannique. Du côté des Vingt-sept, il est rationnel de dire que si le prix, pour la résolution des conflits internes du parti conservateur britannique, est d'ouvrir une porte dérobée, non contrôlée, de 550 km vers le marché intérieur, ce prix est inacceptable. Le prix de l'intégrité du marché intérieur est trop élevé à payer, mieux vaut payer celui d'un retrait sans accord.

**Que peut donc encore offrir l'Union à Theresa May ?**

L'UE ne mettra pas une date de péremption au *backstop*, puisque ce ne serait plus un *backstop*. Et il faut arrêter de se faire des illusions. Les contraintes de l'accord du Vendredi saint ne vont pas disparaître. Ce *backstop*, n'est qu'une préfiguration de la relation future entre Londres et l'UE qui devra éviter une frontière irlandaise et comprendra quelque chose qui s'apparentera à un alignement britannique sur les normes douanières et réglementaires de l'Union. Les *hard Brexiters* ne peuvent pas l'accepter puisqu'ils ont prétendu le contraire pendant des années.

**“May et Corbyn  
font passer  
le parti  
avant le pays.”**

**Philippe Lamberts**

Membre écologiste du groupe  
de pilotage du Parlement  
européen sur le Brexit